

Les crédits

gens. Nous sommes les conservateurs. Nous croyons à la démocratie». Hier, c'était la douzième fois qu'on imposait la clôture depuis le début de cette législature. On ferme plus fréquemment les portes dans ce débat que dans les toilettes de la Chambre. Et c'est le cas pour tout ce qu'ils font. Pour le débat, c'est la clôture, encore une fois.

La mesure va maintenant au comité et savez-vous ce qui va se passer? Je le sais. Je déteste en faire part à la Chambre. Dieu merci, seuls quelques députés sont présentés.

Le comité va tenir ses séances ici, à Ottawa. Il ne se déplacera pas à travers le Canada. Il n'ouvrira pas ses portes aux gens ordinaires. Le gouvernement va faire appel à mon honorable collègue, le député de Mississauga, pour présider les travaux du comité. Il va dire: «Non, nous ne nous déplacerons pas. Non, nous n'allons accueillir personne.» C'est un tout nouveau concept. Non seulement les ministériels imposent la clôture sur le débat à la Chambre, ils vont en outre en interdire l'accès aux Canadiens en empêchant le comité de se déplacer.

Quatre-vingts p. 100 des Canadiens sont contre cette taxe. Pourquoi un gouvernement appliquerait-il une politique quand 80 p. 100 des électeurs sont contre? Il faut vous demander qui sont les maîtres. Si c'est la *vox populi*, si ce sont les Canadiens et Canadiennes ordinaires qui disent vouloir un gouvernement raisonnable, responsable et juste, et qui se déclarent contre la taxe dans une proportion de 80 p. 100, les gens raisonnables s'attendraient à ce qu'un gouvernement responsable se dise: «Puisque 80 p. 100 des gens ne veulent pas payer cette taxe, nous ferions mieux d'y regarder à deux fois.»

Qui les ministériels représentent-ils? Pas ces 80 p. 100 de la population. Ils représentent les grandes entreprises du pays qui en matière financière, dictent le plan d'action à la Chambre depuis que les conservateurs ont été élus.

C'est un gros problème pour les libéraux. Certains de ces dirigeants d'entreprise sont en réalité des libéraux. Ils vont devoir se battre pour savoir qui va leur dicter leur plan d'action, mais nous savons que c'est un autre problème. À titre de travailleur social, j'offre mes services pour les aider à résoudre leur problème, contre rémunération.

M. Duhamel: Vous vous en tirez bien jusqu'ici, alors n'insistez pas.

M. Karygiannis: Pas de microphones cachés ici.

M. Barrett: Je ne veux pas vexer les libéraux. La réalité, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, c'est que les libéraux, après s'être déclarés publiquement contre la taxe, après avoir exprimé leur colère contre le gouvernement qu'ils ont prié de ne pas adopter la taxe, se résigneraient, au pouvoir, à garder la taxe si elle est adoptée.

Monsieur le Président, je l'ai moi-même entendu dire. Il suffit d'avoir des oreilles pour entendre, monsieur le Président—sans dispositif d'écoute électronique.

La clôture a été imposée à la Chambre. Elle le sera au comité. C'est exactement ce que veulent les libéraux.

Des voix: Oh, oh!

M. Barrett: Les libéraux ricanent, pouffent de rire derrière le rideau. Ils surveillent les sondages qui leur donnent l'avance et l'espoir de gagner les élections. Ceux d'en face sont en train de boire la ciguë et les libéraux ne vont pas les en empêcher, pour profiter d'une situation dont ils sont responsables.

Savez-vous qui se fait avoir dans tout cela, monsieur le Président? Ceux-là même qui doivent à cette bande-là le dollar à la moitié de sa valeur. Les Canadiens ordinaires se font monter un bateau par les deux vieux partis qui représentent les grandes sociétés qui ont toujours gain de cause, quelles que soient les circonstances.

Le député a rappelé que j'ai été ministre des Finances. Il a raison. Nous avons arraché aux pétrolières 800 millions de dollars que les libéraux fédéraux laissaient aller dans les poches des Américains. Ce fut une véritable réforme fiscale. Vous auriez dû entendre les anciens ministres, sauf leur chef, qui a eu le courage de s'incliner.

M. Milliken: Et les électeurs vous ont jetés dehors.

Le président suppléant (M. Paproski): J'aimerais entendre ce que dit le député. Le député d'Esquimalt—Juan de Fuca a la parole.

M. Barrett: Merci d'intervenir, monsieur le Président. Moi aussi je trouvais mes propos intéressants.

Nous pourrions peut-être déclarer qu'il est 13 heures, monsieur le Président, et je terminerai mes observations cet après-midi.

Le président suppléant (M. Paproski): Quand le débat reprendra, le député pourra poursuivre pendant encore huit minutes son intervention qui sera suivie de dix minutes de questions et observations.